

**TI France apporte son soutien à la section nationale de TI en Bosnie-Herzégovine qui a été contrainte de suspendre ses activités pour des raisons de sécurité**

Paris, le 21 juillet 2008

La section nationale de TI en Bosnie-Herzégovine (TI BiH) a été contrainte de fermer temporairement son bureau et de suspendre ses activités, suite à l'intensification des attaques publiques portées par le Premier ministre de la République Serbe de Bosnie.

TI BiH, qui existe depuis 2001, est le représentant officiel de Transparency International en Bosnie-Herzégovine. Il s'agit d'une ONG sérieuse et reconnue dans laquelle TI a toute confiance.

TI BiH a ouvert en 2004 un centre de plaidoyer et d'aide juridictionnelle (Advocacy and legal advice center – ALAC) dans le but d'assister les citoyens victimes ou témoins de la corruption. Ce centre apporte des conseils juridiques et contacte les autorités publiques appropriées afin qu'elles agissent sur des cas particuliers. Les autorités qui ne répondent pas sont dénoncées publiquement. Le succès de ces centres a été fulgurant puisqu'une étude récente a montré qu'une famille sur quatre en Bosnie y a déjà eu recours. De même, de plus en plus d'institutionnels et de déclencheurs d'alerte du secteur privé contactent les ALAC. La base de données regroupant les cas de corruption recensés est devenue l'un des outils principaux permettant de l'analyser et de la prévenir.

Le Premier ministre a accepté au printemps 2007, de communiquer à TI BiH, à sa demande, une partie des documents concernant une privatisation opaque dans le secteur de l'énergie. TI BiH a alors fait état de plusieurs irrégularités sans que cela n'engendre pour autant la suspension du processus de privatisation. Suite à ces critiques, le Premier ministre a décidé de refuser l'accès au dossier.

Début 2008, une large campagne médiatique est lancée afin de jeter le discrédit sur l'action de TI BiH. Les médias contrôlés par le gouvernement publient des articles accusant des membres de TI BiH de racketter le secteur privé à travers le système des ALAC. Augmentant la pression, le gouvernement tente maintenant de faire passer l'ONG comme membre d'un « réseau criminel », associé à la mafia locale. Dans un tel contexte, la sécurité des salariés et bénévoles de TI BiH est aujourd'hui menacée.

L'offensive médiatique en cours contre TI BiH, seul observateur indépendant et principale ONG combattant la corruption, fournit une image très négative de la Bosnie-Herzégovine d'aujourd'hui : un pays dangereux dans lequel les voix qui s'élèvent pour demander la responsabilité des dirigeants et la transparence de leurs actions sont réduites au silence.

TI France condamne fermement de tels agissements et appelle les responsables français et européen à agir auprès des autorités de ce pays pour que soient respectées les libertés d'association et d'expression.

**Plus de détails dans la note ci-joint (en anglais uniquement).**

**Contact presse** : Julien Coll, 01 47 58 82 08, [transparence@free.fr](mailto:transparence@free.fr)